



FAIRE CONVERGER LES MECONTENTEMENTS !

La CGT, FO, la CFDT et la CFTC ont décidé d'appeler à « *une journée nationale d'action pour la défense des 35 heures, les salaires, le droit au travail et le développement de l'emploi* » le samedi 5 février. Elle fera suite à trois journées d'action. Le 18, les postiers seront en grève et dans la rue contre le projet de loi dit de la régulation postale. Le 19, les cheminots manifesteront contre le budget 2005 de la SNCF qui prévoit la suppression de 4000 postes. Le 20, ce sera le tour de toute la fonction publique pour les salaires et la défense du service public. Ce morcellement n'aide pas à la mobilisation, mais le 5 février pourrait être un pas dans le sens d'un mouvement d'ensemble indispensable.

DES PROFITS A NE SAVOIR QU'EN FAIRE

Les ravages de la politique du patronat se font de plus en plus largement sentir dans tous les aspects de la vie sociale. Salaires, conditions de travail, conditions de logement et de vie, école, tout se dégrade. C'est le prix à payer, nous dit-on, à la concurrence, pour garder les marchés, éviter les délocalisations. Mensonges et chantage ! C'est le prix à payer pour les dividendes distribués généreusement aux actionnaires. Les profits ne servent même pas à augmenter les investissements, à moderniser.

Oui, si la misère progresse, c'est pour qu'une minorité de privilégiés accumule des richesses à ne savoir qu'en faire.

Chirac, dans ses vœux aux « forces vives de la nation », c'est-à-dire tous les hommes de pouvoir qui dirigent la société pour le compte des classes privilégiées, prétendait une fois encore agir pour l'emploi par de nouvelles baisses des charges sociales, des diminutions des impôts sur les actions. Ces cadeaux ne servent qu'à augmenter les profits, pas les investissements, ni l'embauche.

CONTRE LE CHOMAGE, POUR LES SALAIRES

Toute la machine économique et sociale tourne à l'envers, elle s'emballe au détriment des salariés et de la population. Eux seuls peuvent agir pour inverser les choses, en manifestant leur mécontentement, en disant, « ça suffit », en exerçant leur propre pression, avec leurs propres méthodes de lutte, la grève, les manifestations.

C'est pourquoi, il est de l'intérêt de tous que nous soyons le plus nombreux possible à participer aux actions appelées par les syndicats.

Il faut nous opposer à la remise en cause des trente-cinq heures. Permettre à ceux qui le veulent de gagner plus en travaillant plus, nous disent le Medef et le gouvernement. C'est encore un chantage inacceptable, l'ensemble des salariés a besoin de gagner plus. Il faut augmenter les salaires, au lieu d'augmenter le temps de travail alors que le chômage progresse.

Défendre les services publics, la poste, les transports, les hôpitaux, l'école, c'est imposer une augmentation des moyens pour permettre l'embauche.

Au lieu de distribuer de l'argent aux actionnaires, il faut embaucher, diminuer le temps de travail et augmenter les salaires.

EXERCER NOTRE PRESSION

Depuis l'échec du mouvement du printemps 2003, de nombreux travailleurs doutent qu'il soit possible de faire céder le gouvernement. Et pourtant, nous savons tous que si nous ne faisons rien, tout ira à reculons. Pour agir sur le cours des choses, il faut que nous nous en mêlions.

Ces journées d'action à venir sont l'occasion de dire, dans la rue, notre révolte. Elles peuvent aussi servir à regrouper celles et ceux qui refusent l'éclatement des luttes, leur division et veulent œuvrer à l'unité du public et du privé. Pour que l'échec de 2003 ne se reproduise pas, soyons le plus nombreux à nous organiser pour discuter, décider, intervenir, afin d'avoir les moyens de contrôler les luttes pour qu'elles ne soient pas bradées.

Le 12/01/05